

a dit, à l'époque de la Noël, qu'on était à payer ces allocations de subsistance, mais les mères ne les ont pas encore reçues.

Un grand nombre des jeunes gens qui se sont enrôlés vivaient de secours de l'Etat et ils n'avaient pas à remercier le Gouvernement d'avoir fait quoi que ce fût pour alléger leur détresse ou pour leur procurer de l'emploi rémunéré. Ces jeunes gens ont eu le courage de s'enrôler et d'aller combattre pour le Canada, d'offrir leurs vies pour la démocratie. Les mères d'un grand nombre de ces braves vivaient de secours de l'Etat, résultat partiel de l'inaction manifestée par l'ancien ministre du Travail et par le Gouvernement en général dans la solution de ce problème, et aujourd'hui la faim les menace. J'ai dans mon bureau un grand nombre, peut-être des centaines de tristes et pathétiques lettres écrites par les mères de jeunes gens qui sont aujourd'hui dans l'armée. Plusieurs de ces mères m'ont prié de ne pas faire savoir dans le public qu'elles ne sont pas traitées d'une façon convenable par le Gouvernement. Elles ne veulent pas que leurs fils, qui sont rendus outre-mer, sachent qu'elles souffrent du fait qu'ils ont offert leurs vies. Cette question n'a été réglée que ces jour derniers. Ou plutôt, elle n'est pas encore tout à fait réglée, mais le ministère de la Défense nationale a annoncé qu'il promettait de mettre ordre à ce regrettable état de choses. Le Gouvernement ne fait jamais rien sans qu'on lui force la main.

Les ventes de blé à la Russie fournissent un autre exemple. On a vendu du blé à la Russie, et ce n'est qu'après des protestations venues de toutes les parties du pays, depuis l'Atlantique jusqu'au Pacifique, que le Gouvernement est intervenu. Comme de coutume, il a fallu lui forcer la main.

Notre pays était sans moyens de défense. Bien plus, les plans de défense étaient aussi inexistantes que l'outillage. Pourtant, dès 1936, l'Association pour la Défense du Canada suppliait le Gouvernement de se préparer à une guerre inévitable. Elle avait demandé au Gouvernement non seulement de préparer un plan de défense, mais de préparer des moyens de défense. Et cependant il ne s'est fait presque rien de ce côté. Voilà pourquoi je dis que la conduite du Gouvernement a été si déplorable et si indigne.

Quelques mots seulement et j'aurai terminé, du moins pour aujourd'hui. Par l'entremise de Son Excellence, le très honorable premier ministre a parlé du plan d'entraînement des aviateurs du commonwealth britannique. Le 17 décembre, le très honorable député faisait état, dans un discours radiodiffusé, de ce que le plan avait pour origine une proposition émanant des Anglais désireux d'établir au Canada des écoles en vue de la formation

d'aviateurs anglais. En réalité, dès le 1er juillet 1938—je pense même que l'événement remonte à 1937—les Anglais étaient venus supplier le premier ministre de leur donner le droit, à titre de membre du même Empire, d'établir au Canada des écoles destinées à la formation de pilotes anglais. Ils invoquaient que la Grande-Bretagne se trouvait en une situation pénible, que le brouillard y diminuait de beaucoup le nombre des heures possibles de vol et y cause d'innombrables accidents. Ils prétendaient en outre que, advenant la guerre, l'Allemagne serait en mesure d'expédier par-dessus la mer des hordes d'avions dont elle possédait un si grand nombre afin de bombarder les avionneries et les aérodromes des Anglais.

Le premier ministre apprenait tout cela en 1937. Le ministre de la Défense nationale de ce temps-là releva que le *Vancouver Sun*, journal libéral, dans son numéro du 7 juillet 1937, sauf erreur, affirmait que le Gouvernement avait traité avec maladresse—telle était bien l'expression employée, je pense—la question de l'aide aux Anglais quant à l'établissement en notre pays d'écoles d'aviation.

Le très hon. MACKENZIE KING: En réponse à mon honorable ami, je lui dirai que les observations que j'ai faites à la Chambre le 1er juillet dernier et qui sont consignées au hansard sont littéralement et absolument la vérité, toute la vérité et rien que la vérité. De plus ce que j'ai dit à la radio est fondé sur cette déclaration, et je maintiens que mes paroles sont absolument exactes.

L'hon. M. MANION: Je ne veux pas en douter; mais si le très honorable député avait voulu faire preuve de justice il aurait dû en faire montre cet après-midi et me permettre d'apporter mes documents à la Chambre; je lui aurais prouvé la chose avec ses propres paroles. Il a admis,—il l'a admis à la radio le 17 décembre dernier,—que le gouvernement anglais avait fait des propositions au gouvernement canadien en vue de connaître son attitude; des propositions verbales, naturellement, rien par écrit, parce qu'on a beaucoup appuyé sur le mot "demande". Le sénateur Dandurand, dans un discours couvrant une demi-page du hansard, qu'il prononça en 1938, dans l'autre Chambre, a employé le mot "demande" neuf ou dix fois pour bien démontrer que les Anglais n'avaient pas fait de demande. Mais il n'en reste pas moins vrai, et le premier ministre (le très hon. Mackenzie King) avoue dans ses paroles que les Anglais, au cours de conversations officieuses préliminaires, ont proposé d'établir des écoles pour la formation de pilotes anglais au Canada.